

Consensus sur les politiques à défendre

→ par Gaël Mahé, maître de conférences, université Paris Descartes, et Julien Rivoire, maître de conférences université Paris 13, responsable syndical FSU

Le FSM s'est tenu du 9 au 14 août, pour la première fois dans un pays du Nord, à Montréal. Ce choix a limité la participation des militant.e.s venu.e.s du Sud, pour des raisons financières et d'obtention des visas.

Ce sont 1 200 ateliers (dont trois co-animés par le SNESUP-FSU) qui ont rassemblé 15 000 participants. Un processus de convergence graduelle devait permettre une synthèse des analyses, enjeux et propositions exprimés dans les ateliers... Objectif pas réellement atteint, tant l'exercice est difficile. L'intérêt du FSM demeure cependant car si ce cadre ne permet pas de décider d'orientations et actions unitaires, il stimule la réflexion et permet de créer des liens entre les organisations participantes. Un consensus est apparu sur le rôle des politiques néolibérales dans la restriction du droit à l'éducation et sur les objectifs à défendre : un enseignement de qualité gratuit, public, émancipateur, inclusif, rompant avec les dominations usuelles (de genre, sociale, culturelle, territoriale...), les règles managériales et la précarisation du travail scientifique inhérente à la libéralisation. Quelques propositions d'ac-

tion émergent de la synthèse de l'AG de convergence⁽¹⁾ : combattre les traités de libre-échange et notamment la ratification du CETA (accord UE-Canada) à l'automne prochain ; définir un fonds mondial public de soutien à l'enseignement et à la recherche ; journée contre la marchandisation de l'éducation le 15 octobre ; journée mondiale contre la précarité du travail scientifique le 15 décembre.

Le Forum mondial des médias libres (FMML), qui se tenait en lien avec le FSM, était le lieu d'un foisonnement de réflexions et de témoignages d'expériences, témoin de la diversité des situations locales. Parmi les thèmes abordés : l'accès à Internet ; l'éducation aux médias ; le contrôle du spectre radio ; le risque juridique pour les journalistes militants ; la précarité journalistique ; le journalisme citoyen ; la contribution à l'émancipation politique ; le rôle de lien social...

À la suite du blocage du dernier round de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une multitude d'accords de libre-échange régionaux sont négociés, notamment le CETA (UE-Canada), le Tafta (UE-États-Unis), le TPP (trans-Pacifique) et le TISA (services dans un cadre plurilatéral), ainsi que les accords très déséquilibrés de l'UE avec l'Afrique ou la Méditerranée. Leur portée dépasse de loin le seul commerce : ils menacent les services publics, les normes sociales, environnementales et sanitaires, la démocratie. Les ateliers du FSM ont apporté de nouveaux éclairages militants sur ces traités et permis de discuter d'actions à organiser au niveau mondial : par exemple, généraliser le mouvement suisse de déclaration « zone hors TISA » de cantons et de communes. ●

(1) <https://drive.google.com/file/d/0B3RGTpKpZRWWlp3X1g5aWV3b2M/view>